

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Vizille

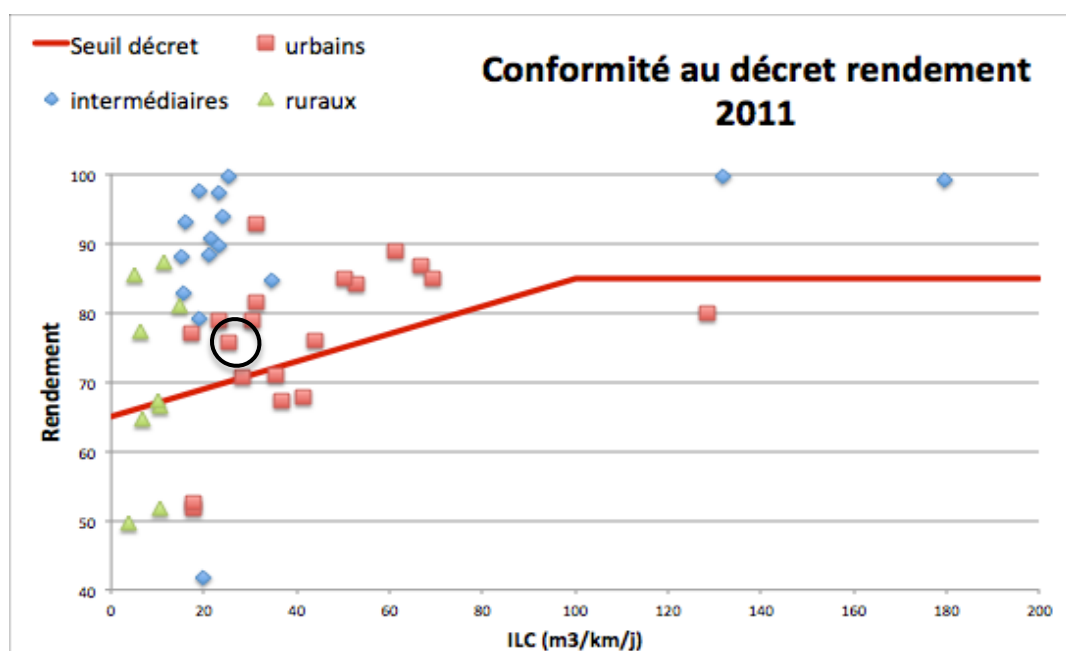
Type de collectivité : Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
Généralités Abonnés : 3 874 ILC : 27,5 m ³ /km/j Habitants : 7 834 Densité habitants* : 201 hab/km Mode de gestion : <i>régie directe</i> Branchements : 3 909 Date de règlement de service : Volume entrant: 517 Mm ³ 18 décembre 08 Volume facturé: 380 Mm ³ Linéaire de réseau : 39 km Installation de traitement : <i>non</i>	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m ³
Gestion Patrimoniale Ouvrages : 2 surpresseurs, 1 interconnexion Nombre total de compteurs : 4 000 Pourcentage de compteurs +12 ans : 30 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 1,2 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0,62 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement* : 75,6 % Indice Linéaire de Pertes* : 8,9 m ³ /km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : 50/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 70,1% Rendement 2011 : 75,6% rendement lissé sur 3 ans* : 72,9% <i>Graphique de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
Branchements en plomb : Nombre de branchements en plomb restant connus : 200 Evaluation du coût de remplacement* : 360 000 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : 30/12/2015	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement: 1 089,5 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 29,9 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 11,2 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m ³) : 1,38 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : +14,1% <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Vizille est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie urbaine (carrés bruns). En 2011 son rendement était de 75,6 % et dépassait de 5,5 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 68,7%. Il n'aurait pas été conforme. Le rendement a donc augmenté en quelques années.

En 2011, le niveau de rendement satisfaisait aux exigences réglementaires.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Vizille est de 8,9 m³/km/j, et diminue progressivement depuis quelques années (13,7 m³/km/j en 2008). En 2011, le réseau de Vizille présentait des fuites d'importance raisonnable. Il conviendra de surveiller cet indicateur pour s'assurer qu'il n'augmente pas davantage.

Le service semble actif sur son réseau avec 1,2 km renouvelé en 5 ans.

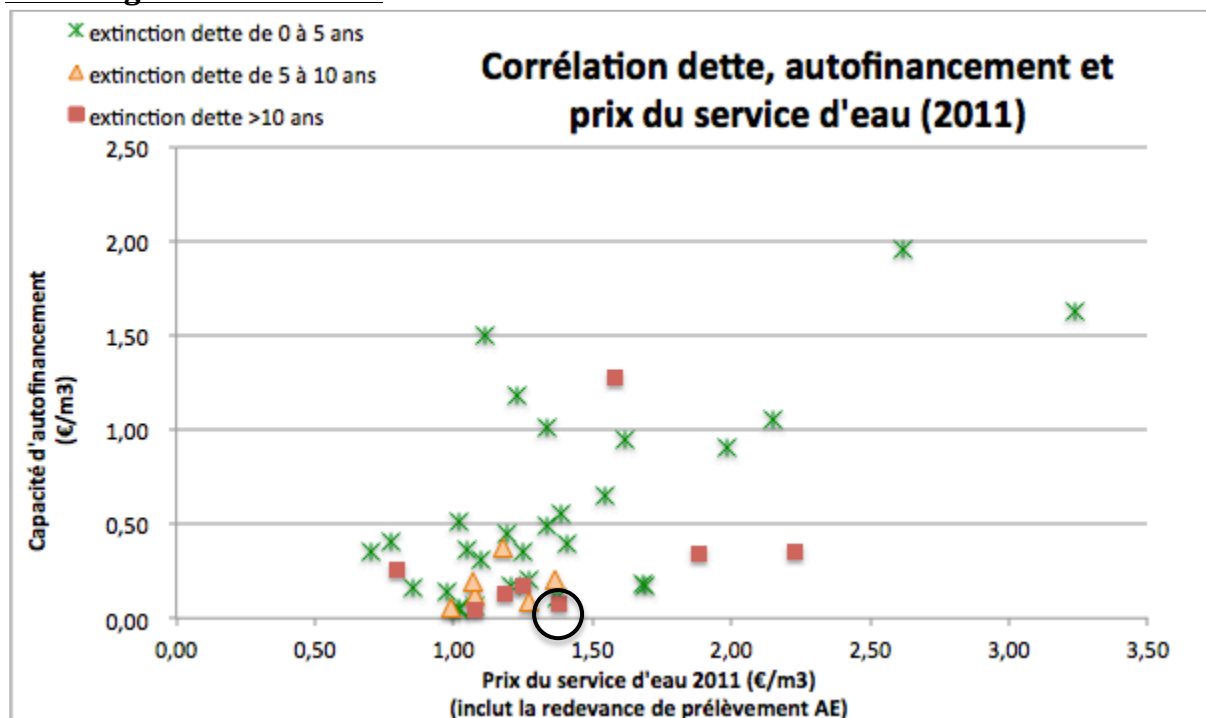
Avec ce niveau de performance, le service d'eau de Vizille peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. Le service a une connaissance non exhaustive de son réseau (indice 50/100). Notamment il ne connaît pas précisément l'âge ou la période de pose de ses conduites.

Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

On notera enfin que 200 branchements en plomb étaient encore connus sur le réseau au moment de l'enquête. Le parc de compteurs présente des signes de vieillissement avec 30% des compteurs ayant plus de 12 ans. Cette proportion est raisonnable mais il convient de ne pas laisser le parc de compteurs vieillir davantage.

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Vizille est entourée (carré brun).

Son extinction de dette est de 11,2 ans (supérieure à 10 ans, carré brun) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,08 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 1,38 €/m³.

Cela traduit *a priori* une santé financière du service d'eau qui nécessite de la vigilance.

En effet, le prix pratiqué est relativement élevé par rapport au territoire mais il ne permettait en 2011 de dégager qu'un autofinancement limité de 8 cts/m³ facturés. On nuancera cette valeur en remarquant que cela correspond à 30 k€/an. En 2009, la CAF nette était bien plus élevée (147 k€).

La dette est en 2011 de 1 726 k€. Par conséquent, à CAF constante, il faudrait plus de 11 ans pour la recouvrer en totalité si l'intégralité de la CAF brute était consacrée au remboursement de la dette (durée d'extinction de 11,2 ans)

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. L'autofinancement semble limitée pour financer des travaux de renouvellement (CAF = 30 k€ en 2011). Pour dégager davantage d'autofinancement, Vizille dispose d'une courte marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau (déjà légèrement élevé sur le territoire). Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, l'emprunt serait une solution intéressante. Mais un nouvel emprunt demande désormais de la précaution. Le service pourra emprunter s'il augmente en même temps sa CAF. En effet, il est déconseillé à un service d'eau de s'imposer une durée d'extinction de dette supérieure à 12ans.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.